



La France doit payer ce qu'elle doit au Pacifique

9 juin 2025

DÉCLARATION AUX MÉDIAS

Les compétences de la France pour accueillir une conférence mondiale sur les océans ont été contestées par des groupes, des mouvements et des organisations de la société civile du Pacifique, qui estiment que si elle n'est pas tenue responsable de ses actions dans le Pacifique, il ne s'agit que d'une tentative de *rebranding*.

Cet appel à la responsabilité intervient dans le contexte de la Conférence des Nations Unies sur les océans (UNOC) organisée cette semaine à Nice, sous l'égide de la France, et au cours de laquelle le président Macron accueillera le Sommet France-Pacifique. Les responsables français ont qualifié l'événement de l'UNOC de rassemblement "...dans le véritable esprit du Talanoa", un rassemblement qui serait inconcevable sans le Pacifique.

Tout en reconnaissant l'importance de tirer parti des partenariats mondiaux pour une action climatique urgente et la protection des océans par le biais du processus de l'UNOC, la société civile du Pacifique estime fermement que nos dirigeants doivent tenir la France responsable de ses actions passées et ne pas lui permettre de blanchir son linge sale à travers les récits du 'Pacifique bleu' et de la 'transition critique'.

Les prétentions de la France à être un gestionnaire responsable de l'océan sont mises à mal par ses actions historiques dans le Pacifique. Parmi celles-ci:

- Un héritage colonial brutal remontant au milieu des années 1800, avec l'annexion des nations insulaires désormais connues sous le nom de Kanaky-Nouvelle-Calédonie et Mā'ohi Nui-Polynésie française;

- Un refus d'achever le processus de décolonisation et, de fait, la perpétuation de la condition coloniale, en particulier pour les 'territoires' susmentionnés figurant sur la liste des territoires à décoloniser de l'ONU. En Kanaky-Nouvelle-Calédonie, par exemple, la France et ses agents continuent de renier leurs engagements de longue date en matière de décolonisation, tout en instrumentalisant les idéaux et processus démocratiques tels que le droit de vote 'universel' pour nier les droits fondamentaux des populations autochtones à l'autodétermination;
- Trente ans de violence nucléaire à Mā'ohi Nui-Polynésie française, avec 193 explosions nucléaires , dont 46 dans l'atmosphère et près de 150 sous les atolls de Moruroa et de Fangataufa, irradiant à la fois la terre et la mer, ainsi que les populations. Environ 90% de la population locale a été exposée aux retombées radioactives, ce qui a eu des conséquences à long terme sur leur santé, notamment des taux élevés de cancer et d'autres maladies liées aux radiations;
- Des efforts actifs pour dissimuler l'ampleur réelle de la violence nucléaire à Mā'ohi Nui-Polynésie française, en détournant des ressources pour discréditer la recherche indépendante et en entravant la transparence sur les impacts sanitaires et environnementaux. Ces actions révèlent une tendance persistante au déni et au contrôle du récit qui continue de saper les efforts d'indemnisation et de retarder l'obtention d'une justice pour les victimes et les communautés;
- Les revendications françaises sur environ un tiers de la ZEE combinée du Pacifique et sur le fait d'être le deuxième plus grand État océanique du monde , en grande partie grâce à ses soi-disant dépendances du Pacifique;
- La fourniture d'équipements militaires français et l'attentat à la bombe contre le navire amiral de Greenpeace, le 'Rainbow Warrior', en 1985, par des agents des services secrets français — une attaque terroriste sponsorisée par l'État, dont le 40e anniversaire est célébré cette année.

Depuis la fin des années 1980, la France œuvre sur les plans diplomatiques, du développement et de la défense afin de rallier le soutien des gouvernements du Pacifique. Cela comprend l'aide au développement par l'intermédiaire de l'Agence française de développement (AFD), du Fonds Asiatique de Développement, les échanges linguistiques et culturels, la collaboration scientifique et l'aide humanitaire.

Une forte présence diplomatique dans les capitales du Pacifique ainsi qu'un programme complet d'échanges de haut niveau, y compris un sommet triennal des dirigeants France-Océanie à partir de 2003, vise à renforcer la proximité avec Paris, ainsi qu'à l'adhésion à ses priorités et à sa vision.

Le leadership français dans ce processus de l'UNOC s'inscrit une fois de plus au cœur de ses efforts continus pour se repositionner comme un leader mondial de l'action climatique, un champion dans la protection des océans et un promoteur de la souveraineté.

Rien n'est plus éloigné de la vérité.

La réalité est que la France est davantage intéressée à renforcer sa position de puissance moyenne dans un cadre indo-pacifique plutôt que pacifique, et en tant que puissance d'équilibre dans le contexte de la rivalité entre les grandes puissances entre les États-Unis et la Chine, ce qui mine plutôt qu'il ne renforce la souveraineté du Pacifique.

Et nos dirigeants ne doivent pas permettre à la France de construire cette nouvelle image mondiale sur les fondements de ses atrocités contre les peuples du Pacifique et notre continent océanique.

Donc, la société civile du Pacifique appelle donc la France à :

- Prendre des engagements immédiats et irréversibles accompagnés de mesures concrètes visant à mettre fin à sa présence coloniale dans le Pacifique avant la conclusion, en 2030, de la 4e Décennie Internationale pour l'Éradication du Colonialisme;
- Reconnaître et Prendre ses responsabilités concernant les dommages humains et océaniques causés par les 30 années de violence nucléaire à Mā'ohi Nui-Polynésie française, et à s'engager en faveur de réparations complètes et justes, y compris le soutien aux communautés affectées, la remise en état environnementale des sites d'essais nucléaires, ainsi que la divulgation publique et complète de toutes les données relatives à la santé et à la contamination par la radioactivité.

Nous appelons en outre les dirigeants du Pacifique à :

- Tenir la France responsable de sa dette multiple et historique envers les peuples du Pacifique ;
- Veiller à ce que Mā'ohi Nui-Polynésie française et Kanaky-Nouvelle-Calédonie restent sur la liste des territoires non autonomes à décoloniser de l'ONU (liste de décolonisation de l'ONU).

Les dirigeants du Pacifique doivent s'assurer que la France ne parvienne pas à blanchir son linge sale – souillé par le sang de milliers d'insulaires du Pacifique qui ont résisté à l'occupation coloniale et/ou qui ont servi de cobayes pour ses machines industrielles et militaires – dans le cadre du processus de l'UNOC.

– FIN –

Pour toute demande de la part des médias, veuillez contacter:

Adam Wolfenden
Coordonnateur adjoint
Réseau Pacifique sur la mondialisation
Courriel: campaigner@pang.org.fj

Révérend James Bhagwan
Secrétaire général
Conférence des Églises du Pacifique
Courriel: jamesb@pcc.org.fj

APPROUVÉ PAR :

1. 350.org Pacific 2. Alice Springs Peace Action Think Tank (ASPATT) 3. Alliance for Future Generations-Fiji 4. Centre for Counter Hegemonic Studies 5. Civil Society Forum of Tonga 6. Citizens' Nuclear Information Center 7. Concerned Citizens for Nuclear Safety 8. Council of Pacific Education (COPE) 9. DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era) 10. DJ PTE LTD 11. Fiji Nuclear Veterans and Families Association 12. Fiji Women's Crisis Centre 13. For Mother Earth 14. Global Candlelight Action-Hamburg 15. GPPAC Pacific 16. Hawai'i Institute for Human Rights 17. Hunter Peace Group 18. International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (ICAN) 19. ICAN Aotearoa New Zealand 20. International Peace Research Association 21. JOJIKUM 22. LABRATS 23. LEAF of Hudson Valley 24. Marshallese Educational Initiative	25. Medical Association for Prevention of War (Australia) 26. Moana Nui Action Alliance 27. Moruroa e Tātou 28. Nuclear Truth Project 29. Pacific Climate Custodians 30. Pacific Conference of Churches (PCC) 31. Pacific Islands Council of Qld Inc. 32. Pacific Migration Partners 33. Pacific Network on Globalisation (PANG) 34. PacificwinPacific 35. Pacific Youth Platform 36. Palau Resource Institute (PRI) 37. Peace Movement Aotearoa 38. Project Sepik Inc 39. Snake River Alliance 40. Social Empowerment and Education Programme (SEEP) 41. Soqosoqo Vakamarama iTaukei 42. TAPOL 43. Te Kuaka 44. Ulin Maho Association 45. West Papua Action Tamaki 46. World Without Wars and Violence, Greece 47. Vanuatu Indigenous Land Defense Desk (VILDD) 48. Youngsolwara Pacific 49. Young Women's Christian Association of Fiji
--	---

Les organisations, mouvements et alliances suivants ont approuvé la déclaration après sa publication officielle le 9 juin 2025, en réponse aux manifestations continues de solidarité et de soutien.

SOUTIENS APRÈS PUBLICATION (au 30 Juin 2025):

1. Aid/Watch 2. Asia Pacific Network of Environmental Defenders 3. Australian Association for Pacific Studies 4. Criobe 5. Diverse Voices and Action (DIVA) for Equality	13. MISA4ThePacific 14. nixe - habitat nucléaire 15. Oxfam in the Pacific 16. Pacific Sexuality and Gender Diverse Network (PSGDN) 17. Palau Entrepreneurs for Growth (PEFG) 18. Pax Christi Flanders
--	--

6. ECPAT/SELHAC 7. Emerging Leader Forum Alumni 8. Finafinau 9. Kalikasan People's Network for the Environment - Philippines 10. LA PAUSE DÉCOLONIALE 11. Mindeulle: Korea-Japan Youth Initiative for Anti-Nuclear Peace 12. Ministry of Health and Human Services (MOHHS), Republic of the Marshall Islands	19. Qazaq Nuclear Frontline Coalition (QNFC) 20. REO-UPF 21. Sophie Regnier Wellbeing 22. Starfire Cleaning 23. Sustainable Oceania Solutions 24. Te Motu 25. Te Ngaru Tu O Nukuroa 26. Tuvalu Climate Action Network (TuCAN) 27. Vanuatu Human Rights Coalition 28. Vanuatu Young Women for Change 29. Vatu Mauri Consortium 30. WPOI.ORG
---	---